

REVENDICATIONS DU COMITÉ

FRONT POPULAIRE EDUCATION

13

La constitution d'un Comité de Front Populaire Éducation dans les Bouches-du-Rhône correspond à une volonté des personnels et des usagers de faire irruption dans le temps politique ouvert par la dissolution de l'Assemblée nationale en portant nos revendications pour une école démocratique et émancipatrice.

Il y a urgence à empêcher l'extrême-droite, péril pour nos libertés et notre École d'arriver au pouvoir.

Il y a urgence à stopper le rouleau compresseur des mesures néolibérales imposées depuis le début des mandats d'E. Macron qui éreintent les personnels et détruisent le service public.

Il est nécessaire de faire advenir une alternative de progrès social. Nous réaffirmons ici l'urgence à sauver le service public d'Éducation pour nos élèves et pour ses personnels.

NOUS REVENDIQUONS

L'ARRÊT DE LA DESTRUCTION DE L'ÉCOLE ET DE LA CASSE SOCIALE

- ▼ Abandon du « Choc des savoirs », des groupes de niveau, du SNU, de l'uniforme, des évaluations nationales standardisées, des nouveaux programmes, des évaluations d'école
- ▼ Abrogation de toutes les réformes de tri social, de la réforme du lycée, du Lycée professionnel, de Parcoursup
- ▼ Abrogation de la réforme des retraites, retour à la retraite à 60 ans
- ▼ Abrogation de la loi de Transformation de la Fonction Publique, le rétablissement du paritarisme.
- ▼ Abrogation de la loi Darmanin
- ▼ Reconstruction d'une Formation initiale et continue de qualité sur le temps de travail, abandon de la réforme en cours
- ▼ Fin de tous les dispositifs de contractualisation des moyens.

DE VRAIS MOYENS POUR L'ÉCOLE

- Un plan ambitieux de rénovation du bâti scolaire répondant aux enjeux environnementaux, sanitaire et d'inclusion.
- La création de 100 000 postes statutaires comprenant la titularisation de tous les personnels contractuels sans condition de concours ni de nationalité.
- Un choc des effectifs : la réduction drastique du nombre d'élèves par classe.
- Une Revalorisation salariale de 15%, indexation des salaires sur les prix, l'abandon du Pacte
- Renforcer le pouvoir d'agir des personnels et reconstruire les collectifs de travail
- La création d'un vrai statut pour les AED et les AESH.
- Des moyens ambitieux pour permettre une scolarisation de qualité pour tous et toutes les élèves (allophones, en situation de handicap, en difficulté, etc.).
- La scolarisation tous les élèves, quelque soit leur situation administrative.
- Le rétablissement de RASED complets sur des secteurs n'excédant pas 800 élèves.
- Ré-engager une politique nationale ambitieuse d'éducation prioritaire incluant les lycées
- La formation sous statut scolaire de tous les jeunes jusqu'à 18 ans.

REJOIGNEZ NOUS →

